



Communiqué SNJ-CGT : le poste unique, non merci !

Sorti par la porte, le poste unique revient par la fenêtre : malgré une forte opposition exprimée par les journalistes, la direction veut passer en force et de manière déloyale.

Lors d'une récente réunion en catimini à laquelle furent conviés une poignée de journalistes, la direction a annoncé la suppression des unités centrales des ordinateurs fixes présentes sur les postes de travail pour les remplacer par un portable qu'il faudra constamment trimpler avec soi, **à partir de cet été et dans tout le réseau.**

Les arguments ? D'abord économique, selon la direction qui évoque notamment le coût des licences de logiciels et les contraintes budgétaires. Technique aussi : « moins de machines, c'est moins de panne », on en est arrivé là ? Et puis environnemental pour bien faire culpabiliser les réfractaires.

Les unités centrales auraient en effet un fort impact négatif sur le bilan carbone de l'agence. Bizarre ! Environ 6% de nos émissions sont dues à nos achats en équipements informatiques en 2022, et remplacer tous les ordinateurs encore vaillants par des portables neufs, mais plus vite usés puisqu'on les utilisera davantage ne semble pas le meilleur chemin pour réduire nos émissions carbonées. Et faire de Dubaï le bureau régional Mena, c'est écologique ?

Cela risque même d'être au final **une aventure lourde et coûteuse**, sans compter la menace pour notre sécurité informatique en cas de vol ou perte de l'équipement.

Antichambre de la suppression de postes

Et qu'en est-il de la souffrance physique à devoir porter tous les jours son laptop au bureau, et pas que de son domicile au lieu de travail pour les journalistes en production ?

Le poids total de l'ordinateur, son câble d'alimentation et la sacoche qui le contient, pèse, selon une expérience scientifique réalisée par le SNJ-CGT, 2,5 kg : le dos ne peut pas en sortir indemne surtout sur des journalistes déjà essorés par des journées à rallonge, des horaires décalés, pour certains installés à Bourse dans des locaux trop étroits. En outre, l'âge de départ en retraite étant repoussé, de plus en plus de salariés seront contraints de travailler jusqu'à 65, 67 voire 70 ans.

La direction minimise les risques et le changement en affirmant que tout portatif qu'il soit, "l'ordinateur pourra être laissé au bureau". Un argument qui ne résiste pas à la réalité du travail dans une agence de presse comme la nôtre.

Tous les salariés, particulièrement les journalistes, sont amenés à se reconnecter de chez eux pour finir, compléter un travail, ou effectuer des permanences/astreintes.

La philosophie du poste unique, c'est aussi l'antichambre de la suppression de postes et le meilleur ami de la fermeture en douce de bureaux (de détachés, au hasard). C'est tellement vrai que lorsqu'un service reçoit un journaliste en renfort, même pour plusieurs mois, la direction refuse de lui installer un poste par peur que le service veuille pérenniser le renfort.

A minima, le poste unique est une garantie de désorganiser les collectifs de travail avec chaque jour un potentiel nouveau collègue en guise de voisin. A ce rythme, nous travaillerons comme les pigistes de notre propre agence, à la commande, servant un projet éditorial conçu dans la salle du 3e étage à Paris par une poignée de journalistes cooptés par la dirinfo.

Le SNJ-CGT demande donc à la direction d'abandonner ce projet et/ou de continuer à le cantonner aux seuls salariés volontaires.

Prendre en douce une telle décision aussi insidieusement structurante est un manque de considération à l'égard des journalistes qui avaient déjà massivement dit non, lors des négociations sur le télétravail (et le blocage à deux jours maximum de TT) , et une violation des prérogatives des élus du personnel qui n'ont pas été consultés.

Et pourquoi mettre de l'huile sur le feu alors que l'alarme incendie sonne déjà à tous les étages de l'agence ?

La justice est saisie d'un cas de harcèlement, un cabinet extérieur avait d'ailleurs dû être diligenté pour enquêter sur ce cas, et un [audit externe](#) est en cours pour répondre à une souffrance au travail de moins en moins dissimulée.

Les réorganisations s'enchaînent dégradant les conditions de travail des salariés, notamment des journalistes.

Dernière en date, alors que l'annonce de [fermeture du bureau de Nicosie](#) est encore dans tous les esprits : le [service hispanophone qui perdra](#) entre autres dès septembre un post d'expatrié à Bruxelles anticipant déjà la fin du moratoire d'un an sur le nombre de statuts siège décidé après la grève historique de juin dernier.

Et ne nous voilons pas la face : une réforme de la mobilité qui pourrait une fois pour toute [enterrer toute possibilité d'expatriation](#) sous contrat siège hors postes de chefs est bien dans les tuyaux.

A ce manque de perspectives s'ajoute le manque de reconnaissance financière, avec un pouvoir d'achat qui n'a [cessé de baisser](#) ces dernières années. Cerise sur le gâteau : de nombreux journalistes s'étant expatriés doivent même se battre pour retrouver des trimestres de retraite manquants en raison d'une faute de l'AFP... est-ce vraiment le bon moment d'imposer le poste unique ?

Le SNJ-CGT, le 17 mars 2025